



Ville de

La Chapelle Saint-Luc

Commune de La Chapelle Saint-Luc

ARRETE N° SP STM 2021-044
NON OPPOSITION DU MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE
A UNE DECLARATION PREALABLE

Référence : DP 010081 21 I6005
Recommandé n° 2C 154 121 5881 2

La Chapelle Saint-Luc, le 04 février 2021

N° DP 010081 21 I6005			
Déposée le : 21/01/2021		Affichée le : 22/01/2021	Complétée le : 21/01/2021
Par : Madame Véronique WIESER			
Demeurant : 36 Avenue Jean Jaurès 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC			
Terrain sis : 36 Avenue Jean Jaurès 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC			
Cadastré : AS 303			
Surface du terrain : 546 m ²			
PROJET			
Nature des travaux : Travaux sur construction existante			
Observations : Transformation du garage en chambre, avec le changement de la porte de garage en baie coulissante 2 vantaux aluminium gris, le changement de la porte de service en fenêtre 1 vantail aluminium gris et la création d'une fenêtre de toit 114x118			
	Existant	Supprimé	Créé
Surface de plancher :	71 m ²	0	20 m ²
Bâtiment :	1	0	0
Logement :	1	0	0

Le Maire de La Chapelle Saint-Luc

- ↓ Vu la déclaration préalable susvisée,
- ↓ Vu le Code de l'Urbanisme,
- ↓ Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 décembre 2016, modifié le 19 décembre 2017, Zone UCA,

Considérant que les travaux portent sur la transformation du garage en chambre, avec le changement de la porte de garage en baie coulissante en aluminium, le changement de la porte de service en une fenêtre un vantail en aluminium gris et la création d'une fenêtre de toit avec volet roulant de dimensions 114x118,

Ville de La Chapelle Saint-Luc
rue du Maréchal Leclerc
10600 La Chapelle Saint-Luc
03 25 71 34 34

Toute correspondance doit être adressée à
Monsieur le Maire de La Chapelle Saint-Luc

ARRETE

Article unique : Aucune opposition n'est formulée à la déclaration préalable pour le projet défini dans le dossier déposé auprès du Maire de La Chapelle Saint-Luc.

Le présent arrêté sera transmis le 08/02/2021 au Représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et notifié au demandeur.



Pour le Maire,
Le Maire-Adjoint délégué

Jean JOUANET

« CE QU'IL FAUT notamment SAVOIR »

L'autorisation à déclaration préalable **doit faire l'objet des mesures de publicité pendant toute la durée du chantier** conformément aux dispositions des articles R.424-15 et A.424-15 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté est délivré **sous réserve du droit des tiers**, conformément à l'article A.424-8 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté portant sur une opération de travaux, **est périmé et caduc, si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la délivrance de l'autorisation** conformément aux dispositions des articles R.424-17 et R.424-18 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté **peut être prorogé pour une année**, sur demande de son bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article R.424-21 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté délivré **ne donne pas droit à son bénéficiaire d'intervenir sur le domaine public**, conformément à l'article R.423-1 du Code de l'Urbanisme. C'est pourquoi, en cas d'intervention nécessaire sur le domaine public, il est demandé au pétitionnaire de contacter préalablement à tout travaux, le service « Voirie Travaux » municipal afin d'établir un état des lieux contradictoire du domaine public bordant l'opération. A défaut, les abords de l'opération seront considérés comme étant en parfait état.

Dans un délai de deux mois **à compter de la notification** de l'arrêté, celui-ci peut être contesté par le pétitionnaire au choix par :

- Saisine du maire en formulant un recours gracieux,
- Saisine du préfet de département en formulant un recours hiérarchique.

Si le recours gracieux ou hiérarchique est inefficace, le pétitionnaire dispose d'un délai de deux mois, pour saisir le tribunal administratif compétent.

Dans un délai de deux mois **à compter du premier jour d'affichage sur le terrain** de l'arrêté, conformément à l'article R.600-2 du Code de l'Urbanisme, celui-ci peut être contesté par les tiers ayant un intérêt à agir, au choix par :

- Saisine du maire en formulant un recours gracieux,
- Saisine du préfet de département en formulant un recours hiérarchique.

Si le recours gracieux ou hiérarchique est inefficace, le pétitionnaire dispose d'un délai de deux mois, pour saisir le tribunal administratif compétent.

La déclaration autorisant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) doit être obligatoirement **formulée et adressée au maire** lors de l'achèvement des travaux conformément à l'article R.462-1 du Code de l'Urbanisme.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Projet en aléa faible

Le projet est concerné par le risque retrait-gonflement des sols argileux avec un aléa faible, (la carte d'exposition à ce risque est consultable sur www.georisques.gouv.fr). Sa vulnérabilité à ce risque peut être réduite en adoptant des mesures simples consultables et téléchargeables (brochure de recommandation de construction) grâce au lien : www.aube.gouv.fr.

